

La Croix 3/1/2013

A Mérignac, le Père Noël leur a offert un « vrai toit »

Près de Bordeaux, dix familles en difficulté ont été relogées dans des maisons vacantes appartenant à l'Aviation civile grâce à la mobilisation d'élus, de l'État et d'Emmaüs.

Sur place, la ministre du logement, Cécile Duflot, a appelé à multiplier ces alternatives aux réquisitions.

Ces familles sans domicile qui vont d'hôtel en hôtel

Les familles sans domicile en France, en quelques chiffres

Christophe Robert : « Les enfants, véritables victimes collatérales »

Le logement neuf a plongé dans la crise

« Ici, on sent nos enfants revivre. Ils ont retrouvé le sourire », lancent Toufik et sa femme Fozia. Le 24 décembre, ce couple franco-marocain et leurs quatre enfants, âgés de 2 à 6 ans, ont emménagé dans un spacieux pavillon de 120 m² avec quatre chambres et jardin à Mérignac, dans la banlieue « chic » de Bordeaux. Depuis trois ans, ils occupaient à six un studio de 20 m²...

Pourtant, en 2007, cette famille vivait encore dans un grand appartement. « La descente aux enfers » a commencé il y a quatre ans, lorsque le père, cuisinier, a décidé de se mettre à son compte et de reprendre un commerce de restauration rapide à Bordeaux. L'affaire n'a pas fait recette et la famille s'est retrouvée dans le studio au-dessus de la pizzeria, loué 390 €. Avec ses 2 200 € de revenus (le CDI à temps partiel de 700 € de Fozia pour du ménage, les allocations familiales et le RSA de Toufik), le couple ne pouvait prétendre à mieux dans le secteur privé. « Et nous avons attendu désespérément un logement social », raconte Toufik.

« J'ai enfin ma chambre »

Sa nouvelle maison, cette famille la doit notamment à Gérard Chausset, adjoint à l'environnement et aux transports à Mérignac. Lors de sa campagne pour les élections cantonales et législatives, l'élus Vert a découvert ce lotissement de 18 maisons construit il y a dix ans par la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) pour son personnel et resté inoccupé, à l'exception de deux villas.

Le 6 décembre, il en a informé le préfet de Gironde, qui, cinq jours plus tard, a décidé de confier dix de ces maisons au bailleur social Gironde Habitat, sans toutefois procéder à une réquisition. Puis Emmaüs a aidé les familles à s'installer. Une convention a été signée entre les trois parties : les logements sont disponibles jusqu'au 31 mars, date de la fin du dispositif hivernal. « J'ai enfin ma chambre », sourit Soufia, 5 ans.

Même soulagement pour Brigitte, 50 ans, son mari handicapé et leurs quatre enfants de 11 à 18 ans. Cette Française employée d'une société informatique qui a déposé le bilan en Tunisie est revenue au pays après la révolution du « printemps arabe », alors que son entreprise fermait aussi subitement ses bureaux dans l'Hexagone.

« Pendant quatre mois, nous avons vécu à l'hôtel, ce qui nous a coûté 5 000 € et mis à sec », lâche-t-elle. Brigitte a vite retrouvé un travail dans un centre d'appels à 1 600 €. Mais « même avec mon salaire, les 700 € d'allocation adulte handicapé pour mon mari et autant d'allocations familiales, chaque fin de mois il fallait se battre pour ne pas dormir dans la rue », raconte cette mère de famille. L'association Saint-Vincent-de-Paul, qui nous a avancé des nuits d'hôtel, a été formidable. »

Développer les solutions alternatives

Au total, dix familles ont été admises dans ce lotissement. Mais, le 31 mars, toutes auront dû trouver un autre logement. Emmaüs aurait déjà trouvé un T5 à Toufik et Fozia, ainsi qu'à Brigitte et sa famille. « La réquisition n'est pas nécessaire quand tout le monde y met de la bonne volonté », a déclaré, sur place, la ministre du logement, Cécile Duflot, qui appelle « tous les Français à signaler les logements vacants ».

Ne serait-ce que dans Bordeaux et sa proche ceinture, il y en aurait près de 23 000, soit 7 % du parc. « Les familles ayant des revenus et des enfants scolarisés représentent de 20 à 30 % des places dans les centres d'hébergement d'urgence », observe Pascal Lafargue, président d'Emmaüs Gironde, pour qui « il faut développer ce type de solution alternative pour redonner de la fluidité au système ».

NICOLAS CÉSAR à Bordeaux